

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Pouvoir adjudicateur

Préfet du Val-de-Marne
Préfecture du Val-de-Marne
21-29, avenue du Général de Gaulle
94038 CRÉTEIL CEDEX

Objet du marché

Réservation de berceaux dans les crèches par la préfecture du Val-de-Marne

Mode de passation

La procédure de passation choisie est la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique

Le présent CCP comporte l'annexe suivante :

Annexe I

Protection des données à caractère personnel

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT

ARTICLE 4 : DURÉE DU MARCHÉ

ARTICLE 5 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

ARTICLE 6 : EXÉCUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 7 : FONCTIONNEMENT DES CRÈCHES

ARTICLE 8 : MODALITÉS DE PASSATION DE BONS DE COMMANDE

ARTICLE 9 : SUIVI DE LA PRESTATION

ARTICLE 10 : OBLIGATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 11: OBLIGATIONS DES TITULAIRES

ARTICLE 12 : PRÉOCCUPATION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ARTICLE 13 : CO-TRAITANCE

ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 15 : MODALITÉS ET DÉTERMINATION DES PRIX

ARTICLE 16 : MODALITÉS DE FACTURATION

ARTICLE 17 : MODIFICATION DU MARCHÉ

ARTICLE 18 : MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES

ARTICLE 19 : PÉNALITÉS

ARTICLE 20 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

ARTICLE 21 : RÉOLUTION DES LITIGES

ARTICLE 22 : DÉROGATIONS AU CCAG

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réservation de places d'accueil d'enfants dans des structures conventionnées par les caisses d'allocations familiales (CAF) et bénéficiant de l'agrément de la protection maternelle et infantile pratiquant une tarification pour les familles telle que pratiquée dans le cadre de la prestation de service unique ou équivalent.

Après réservation, ces places sont ensuite attribuées par la préfecture du Val-de-Marne aux agents du ministère de l'intérieur.

Code CPV principal : 85312110-3 Services de crèches et garderies d'enfants

ARTICLE 2 - PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché est mono-attributaire et s'exécutera par l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R2162-1, R2162-4, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, sans minimum et avec maximum en valeur financière et sur la durée totale du marché tel que défini ci-après :

Numéro du lot	Commune	Maximum en HT sur 3 ans
1	Charenton-le-Pont	112 500,00 €
2	Créteil	75 000,00 €
3	Maisons-Alfort	187 500,00 €
4	Nogent-sur-Marne	187 500,00 €
5	Thiais	112 500,00 €

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT

Le présent marché est alloti de la manière suivante :

Numéro du lot	Commune	Nombre de berceaux à réserver pour la première année
1	Charenton-le-Pont	3
2	Créteil	2
3	Maisons-Alfort	5
4	Nogent-sur-Marne	5
5	Thiais	3

Le nombre de berceaux pourrait être revu à la hausse ou la baisse durant l'exécution des contrats. Les structures d'accueils proposées par les candidats doivent obligatoirement être situées sur la commune composant le lot sur lequel ils soumissionnent.

ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter du 1^{er} septembre 2025.

Le marché a une durée d'un an, renouvelable 2 fois un an, par tacite reconduction. Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction tacite du marché.

Le cas échéant, la décision de non reconduction sera notifiée aux titulaires par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard trois mois avant la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur du marché.

ARTICLE 5 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après, et ce pour chaque lot :

- les actes d'engagement (un par lot) ;
- les annexes desdits actes d'engagement (annexe I : bordereau de prix) ;
- le présent cahier des clauses particulières et son annexe I « RGPD », ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 ;
- le mémoire technique du ou des titulaires.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 – Généralités

Le pouvoir adjudicateur est décisionnaire pour le choix des enfants de ses personnels dans les crèches des titulaires.

Il communique les candidatures au prestataire.

Les places réservées doivent permettre l'accueil des enfants de 10 semaines et jusqu'à leur entrée à la maternelle. Dans certaines situations particulières, des enfants plus âgés peuvent être accueillis (ex : porteur d'un handicap, accueil d'urgence...).

Cet accueil est réalisé au sein d'un établissement d'accueil de jeunes enfants agréé par la protection maternelle et infantile du département et conventionné auprès de la caisse d'allocations familiales du conseil départemental et pratiquant une tarification pour les familles telle que pratiquée dans le cadre de la prestation de service unique ou équivalent.

L'accueil se fera du lundi au vendredi, au moins 45 semaines par an. Les horaires d'ouverture pour accueillir les enfants sont a minima étendus sur une plage de 10 heures consécutives.

Les établissements ont la possibilité de proposer un accueil au-delà de cette plage minimale et sont en mesure de pouvoir faire une proposition concernant la réservation de berceaux pour les personnels aux horaires atypiques, heures de nuit et jours ouvrés et fériés.

Chaque place pourra être occupée par un ou plusieurs enfants successivement, dans la limite de l'amplitude d'ouverture de la structure.

Les établissements doivent être en mesure d'accueillir des tranches d'âge différentes dans des conditions optimales.

Le candidat précisera dans son offre les horaires d'ouverture de la structure et les fermetures éventuelles de l'établissement proposé. En tout état de cause, celles-ci ne pourront dépasser 1 mois en été et 1 semaine en hiver, à moins de proposer une solution palliative aux familles.

6.2 – Participation des familles

En aucun cas le pouvoir adjudicateur ne sera amené à supporter la défaillance d'une des familles, ou des institutions ou organismes financiers, quel qu'en soit le motif.

Le montant et les modalités d'encaissement de la participation familiale sont fixés par une convention établie entre le titulaire concerné et la famille concernée.

Le titulaire s'engage à appliquer le barème des participations familiales établi par la CNAF dans le cadre de la prestation de service unique (PSU).

En outre, les titulaires acceptent le chèque emploi service universel (CESU) sous toutes ses formes (papier et e-CESU) comme moyen de paiement.

6.3 – Gestion des berceaux

Le pouvoir adjudicateur choisit les bénéficiaires des berceaux et les propose au titulaire du marché. Le titulaire ne peut pas interférer dans les modalités d'attribution et d'admission des enfants.

Pour permettre un taux d'occupation maximum, suivant l'amplitude horaire, le pouvoir adjudicateur peut proposer plusieurs enfants par berceau.

Le titulaire est tenu d'accepter les enfants proposés sans discrimination.

Le titulaire, dès qu'il a connaissance du départ d'un bénéficiaire, prévient le service départemental de l'action sociale de la préfecture, afin que soient proposés de nouveaux bénéficiaires.

Le titulaire doit également informer le pouvoir adjudicateur en cas de changement de quotité de la part des familles, qu'il s'agisse d'un changement à la baisse ou à la hausse.

Le taux d'occupation d'un berceau ne doit pas être inférieur à 70 %, sinon il est réputé vacant. La vacance de berceau doit être signalée auprès du service départemental de l'action sociale de la préfecture dans les plus brefs délais.

Un berceau est réputé non vacant dès lors qu'il est occupé à 70 % par au moins un enfant, plusieurs jours par semaine.

Les jours à prendre en compte sont les jours d'ouverture de l'établissement.

L'absence d'un enfant régulièrement inscrit, pour maladie ou autre absence temporaire et non définitive, n'est pas assimilée à une vacance.

Si une place est inoccupée pendant 2 mois consécutifs, le prestataire et la préfecture du Val-de-Marne devront se rapprocher et auront une obligation de négocier de bonne foi pour remédier à la situation.

ARTICLE 7- FONCTIONNEMENT DES CRÈCHES

Les locaux dans lesquels les berceaux sont mis à disposition du pouvoir adjudicateur, doivent permettre la mise en œuvre du projet éducatif. Les personnels des établissements doivent pouvoir y accomplir leurs tâches dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant aux enfants une attention constante et en organisant de manière adaptée la satisfaction de leurs besoins, à savoir : les repas, le sommeil, le repos, les soins corporels, les activités de jeu et d'éveil.

7.1 – Gestion et entretien de la crèche

Le titulaire s'engage à effectuer tous les travaux nécessaires à l'entretien et à la conservation du ou des bâtiments, des aires de jeux et jardins attenants si nécessaire.

Il s'engage à respecter les normes en vigueur concernant l'entretien des locaux, la législation relative à la restauration dans les collectivités d'enfants de moins de 4 ans. Il veille à ce que le matériel utilisé (mobilier et matériel pédagogique) soit conforme aux normes pour les enfants de moins de 36 ans.

7.2 – Organisation relative au fonctionnement de la structure

La titulaire fournit le règlement intérieur ainsi que son projet d'établissement conformément aux articles R.2324-29 à R. 2324-32 du code de la santé publique.

Règlement intérieur

Le règlement intérieur doit prévoir :

- les fonctions de directeur ;
- les conditions d'admission et d'accueil des enfants : il précise les modalités d'attribution des places, le contenu du dossier administratif et médical ;
- le déroulement de la période d'adaptation ;
- l'organisation de l'accueil : déroulement de la journée, accompagnement de l'enfant
- (autorisations accordées à des tiers éventuels en fonction de la législation en vigueur) et prestations éventuelles proposées au cours de la journée ;
- le fonctionnement de l'établissement : les horaires d'ouverture, les éventuelles déductions de jours, les conditions d'accueil occasionnel et d'urgence, le personnel de l'établissement (nombre et niveau de qualification) ;
- la surveillance médicale de l'enfant : organisation du suivi médical et protocole d'urgence, les conditions éventuelles d'exclusion en cas de maladie ;
- la réglementation des congés : éventuelles fermetures de l'établissement ;
- les modalités de calcul des participations familiales en fonction du taux d'effort des familles ;
- le contrat d'accueil et les éventuelles déductions, les possibilités d'accueil occasionnel ou d'urgence. Un exemplaire du contrat d'accueil proposé sera annexé au règlement ;
- les dispositions générales : départ, déménagement ou autres.

Projet d'établissement

Le projet d'établissement doit notamment prévoir :

- le projet pédagogique (accueil, pédagogie proposée) ;
- les modalités de restauration des enfants ;
- le nombre et la description des activités organisées chaque année (animations, intervenants extérieurs, événements, etc.) ;
- les dispositions particulières prises pour l'accueil des enfants en situation de handicap et les projets d'accueil individualisés (PAI) ;
- la présentation des compétences professionnelles mobilisées ;
- la présentation des modes d'association des parents au projet pédagogique ;

Le projet d'établissement et le règlement intérieur doivent être accessibles aux familles notamment par voie d'affichage.

Un exemplaire du règlement intérieur doit être distribué aux familles au moment de l'admission.

7-3 Description des prestations

Le titulaire interviendra dans tous les domaines assurant le bon fonctionnement de l'établissement à savoir :

- la location ou l'achat des locaux. Ils doivent être correctement éclairés, aérés, chauffés et être équipés d'installations sanitaires, correspondant aux besoins de jeunes enfants. Ils devront aussi être adaptés au repos, à la toilette, aux jeux, à la préparation des aliments et aux repas des enfants ;
- la location ou l'achat du matériel ;
- l'aménagement des locaux ;
- l'obtention des agréments et les autorisations inhérentes à cette activité ;
- le recrutement et la gestion du personnel. Les titulaires mettront en œuvre une politique limitant la rotation des effectifs dans l'intérêt des enfants ;
- la coordination des achats ;
- le suivi comptable, juridique et administratif de l'établissement ;
- le respect de la totalité des textes réglementaires en vigueur et à venir, notamment ceux régissant les établissements d'accueil des jeunes enfants ;
- la signature du contrat de service annuel avec les familles dans lesquels seront précisés les horaires et jours de présence des parents ;
- la restauration des enfants : le titulaire prendra en charge le déjeuner et le goûter. Il veillera à varier les plats servis, mettre à disposition des portions de taille adaptée à l'âge de l'enfant, à prendre en compte les besoins particuliers propres à l'alimentation infantile. L'offre doit présenter les conditions de prise en charge des cas d'allergie alimentaire et notamment les projets d'accueil individualisé (PAI). Le titulaire veillera à valoriser le recours à l'alimentation bio et le recours aux circuits courts.

ARTICLE 8– MODALITÉS DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

La préfecture du Val-de-Marne arrête la liste des enfants bénéficiant d'une place en crèche parmi les demandes réalisées par les familles en tenant compte de la localisation géographique, du lieu d'habitation des familles ou du lieu d'exercice professionnel des parents.

Les prestations sont déclenchées par l'émission des bons de commande. Les bons de commande indiquent pour le titulaire de chaque lot le volume de places réservées et la période concernée.

Par ailleurs, lors de la reconduction des lots, de nouveaux bons de commande sont émis. Ces bons de commande, correspondant à la période reconductible, peuvent porter sur un nombre inférieur ou supérieur aux précédents.

ARTICLE 9 – SUIVI DE LA PRESTATION

9-1 Tableau de bord relatifs à l'occupation

Afin d'établir un suivi d'occupation, le titulaire transmettra à la préfecture du Val-de-Marne :

- 1. Après signature du contrat avec les familles admises**, le nombre d'heures retenues par les familles.
- 2. Tous les trois mois**, un tableau renseignant le nombre de jours occupés par les familles qui bénéficient des berceaux réservés par la préfecture, sur la base des contrats signés.

Ces tableaux aideront au contrôle des factures et seront transmises par mail à l'adresse qui sera communiquée après la notification du marché.

Enfin, le titulaire doit signaler les places éventuellement libérées par les familles en cours d'année au plus tard deux jours après en avoir été informé.

9-2 Contrôle et pilotage de la prestation

Le pouvoir adjudicateur peut poser toute question au titulaire sur l'exercice de son activité dans le cadre du marché. Il peut demander au titulaire d'organiser des visites au sein de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur doit être invité aux réunions d'information organisées à l'attention des familles et relatives au fonctionnement de la structure d'accueil. Il se réserve le droit d'y participer.

ARTICLE 10 – OBLIGATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le titulaire pendant toute la durée du marché, le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- payer le prix après service fait ;
- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;
- mettre à la disposition du titulaire, suite à la notification du marché, la liste et les coordonnées des correspondants de la préfecture du Val-de-Marne après lesquels le titulaire pourra obtenir toute information utile à la bonne exécution des prestations.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DES TITULAIRES

Le titulaire de chaque lot s'engage à mettre à la disposition de la préfecture du Val-de-Marne les berceaux dans un établissement conventionné par la caisse d'allocations familiales (CAF) et bénéficiant de l'agrément de la protection maternelle et infantile, pratiquant une tarification pour les familles telle que pratiquée dans le cadre de la prestation de service unique ou équivalent.

11-1 – Obligations générales

Le prestataire doit être en mesure d'assurer l'ensemble des réservations et missions présentées ci-dessus.

Le titulaire assure sous son entière responsabilité la gestion et le fonctionnement de son établissement.

Le titulaire respecte à cet effet les dispositions légales et réglementaires prévues notamment par le code de la santé publique relatives au fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance, notamment les articles R.2324-1 à R2324-61.

11-2 – Obligations de confidentialité

Le personnel de la structure s'oblige à respecter une obligation générale de confidentialité et à ne divulguer à des tiers aucun renseignement relatif aux parents et aux enfants.

Le titulaire s'engage à garder confidentiel et à ne pas utiliser, divulguer ou communiquer par quelque moyen que ce soit, toutes les informations écrites ou orales échangées entre les parties à l'occasion de l'exécution des prestations.

11-3 – Protection de données à caractère personnel

Les éléments relatifs à cet article font l'objet de l'annexe I au présent CCP.

11-4 – Obligations relatives aux personnels affectés par le titulaire à l'exécution de la prestation

Le titulaire s'engage à recruter du personnel qualifié.

Le recrutement et la gestion du personnel doivent répondre à la réglementation en vigueur pour ce type d'établissement.

Ainsi, il est rappelé que :

- Le titulaire assure le recrutement du personnel qualifié et en nombre suffisant conformément à la législation en vigueur. L'effectif du personnel placé auprès des enfants doit être composé d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent ;
- La direction de l'établissement est assurée par une personne justifiant des titres et diplômes prévus à l'article R2324-34 du code de la santé publique ;
- Les personnels chargés de l'encadrement des enfants sont titulaires selon le type d'établissement, d'un diplôme d'État de puériculture ou d'un diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants ou d'un diplôme d'État d'infirmier ;
- Pour des raisons de sécurité, l'effectif du personnel présent auprès des enfants à tout moment dans les structures d'accueil ne doit pas être inférieur à deux personnes qualifiées ;

Les personnels du titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements, etc.). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

La composition des équipes de travail sera portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur dès la notification du marché, notamment la désignation d'un responsable de l'exécution des prestations.

Tout changement au sein du personnel ou dans l'organisation structurelle de la crèche doit être porté à la connaissance du représentant du service départemental de l'action sociale de la préfecture du Val-de-Marne.

11-5 Responsabilités

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Ces pièces seront exigées au moment de la remise de l'offre.

Le titulaire s'engage à assurer en multirisque habitation le mobilier et le matériel de l'établissement contre les dangers d'incendie, d'accidents, de dégâts des eaux, vols et dégradations diverses. Les matériels mobiliers sinistrés seront remis en place ou remplacés par le titulaire.

Par ailleurs, ce dernier garantit les personnels contre les conséquences de leur responsabilité civile et notamment à l'occasion de dommages qu'ils pourraient causer aux enfants. Il en est de même contre les dommages dont les enfants peuvent être les auteurs.

Le réservataire n'encourt aucune responsabilité d'aucune sorte que ce soit au titre de l'accueil des enfants dans les crèches. Le titulaire devra communiquer au réservataire tout changement dans ces contrats d'assurance.

11-6 Protection du personnel et conditions de travail

Conformément au Code du Travail, le titulaire s'engage à employer ses salariés régulièrement.

Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection du personnel et aux conditions de travail du pays où il est employé. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où le personnel est employé. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours de l'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France.

ARTICLE 12 – PRÉOCCUPATION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément à l'article L.2111-1 et L.2112-2 du code de la commande publique, l'acheteur doit prendre en compte « des objectifs de développement durable dans leur dimension économique, sociale et environnementale ».

12.1 – Préoccupations environnementales

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 7.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un acte modificatif.

Le titulaire, dans la mesure de ses possibilités, aura recours à des labels environnementaux agréés. Il en fera état au pouvoir adjudicateur.

Les conditions d'élimination des déchets issus de l'exécution des prestations du marché sont réalisées dans le respect de l'environnement en appliquant des méthodes de tri sélectif et des moyens de traitement et d'élimination respectant les normes en vigueur en matière de protection de l'environnement. Le titulaire en fera preuve à la demande du pouvoir adjudicateur.

Ces dispositions peuvent être relatives à la qualité de l'air, aux économies d'énergie et développement durable.

Une attention particulière sera également apportée à la qualité des aliments cuisinés proposés aux enfants. L'approvisionnement devra privilégier la filière biologique et les circuits courts.

Les produits d'entretien des locaux devront également être respectueux de l'environnement.

Pour prévenir l'exposition aux perturbateurs endocriniens (PE), outre la réglementation en vigueur, chaque titulaire s'engage à porter une attention particulière aux choix alimentaires, aux produits de soins et d'hygiène corporelle et aux produits d'entretien. Le titulaire doit favoriser l'utilisation de substances ou de mélanges de substances, qui n'altèrent pas les fonctions du système endocrinien et de ce fait n'induit pas des effets néfastes aux dépens des bénéficiaires des prestations (parents et enfants) et de toutes autres personnes, ainsi que de son personnel.

12.2 – Préoccupations sociales

Le pouvoir adjudicateur demande que soient prise en compte par le titulaire, dans les conditions d'exécution du marché et dans la mesure de ses possibilités, des considérations notamment relatives à l'économie, au domaine social ou à l'emploi.

ARTICLE 13 CO-TRAITANCE

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, le candidat peut présenter sa candidature ou son offre sous forme de groupement.

Le groupement titulaire doit revêtir la forme d'un groupement soit solidaire soit conjoint dont le mandataire est solidaire.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

L'un des membres du groupement est désigné dans la candidature et dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

La composition du groupement d'opérateurs économique peut être modifiée dans les conditions prévues par les articles L. 2141-13 et R. 2142-26 du code de la commande publique.

ARTICLE 14 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent marché, dans les conditions prévues aux titres I et III de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. Pour ce faire, il remet au représentant du pouvoir adjudicateur un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements suivants :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant des prestations sous-traitées,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique, applicables au présent marché.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

ARTICLE 15 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

Pour chaque lot, le prix des prestations proposé dans l'annexe financière est unitaire annuel pour 1 berceau. Il correspond à l'accueil d'un ou plusieurs enfants sur une même

place sur la base d'une occupation correspondant à 10 heures journalières, 5 jours par semaine et 45 semaines par an.

15.1 – Contenu des prix

Les prix de l'annexe financière incluent :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché,
- tous les frais annexes et matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations,
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations.

Tous les prix sont indiqués hors taxe. Le titulaire précise le taux de TVA éventuellement applicable à ses prestations.

En cas de changement de taux de la TVA en cours de marché, le taux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts est appliqué.

15.2 – Unité monétaire du marché

L'unité monétaire du marché est l'euro.

15.3 – Révision de prix

Le prix du berceau est révisé annuellement, à la hausse comme à la baisse.

Le prix est révisé en application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (10,15 + 0,85 S_n / S_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- P_n = le prix unitaire annuel révisé pour l'année n
- P_0 : le prix initial du marché
- S_0 : la valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur de services de garde d'enfants (publié au bulletin mensuel de la statistique de l'INSEE – identifiant 001764264) du mois de signature du contrat
- S_n : la valeur de l'indice connu à la date de demande de révision de prix

Lors de la révision de prix, les indices de référence seront ceux publiés au Bulletin Mensuel de la Statistique (publication INSEE) (1ère révision à la date d'anniversaire du marché).

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

- si la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, il faut augmenter le nombre précédent
- si la 3ème décimale est inférieure à 5, le nombre précédent reste inchangé.

Notification des prix révisés:

Au mois de septembre chaque année, le service départemental de l'action sociale soumet à la validation du titulaire : le coefficient de révision des prix et le bordereau des prix révisés.

Après vérification et accord des deux parties, le représentant du pouvoir adjudicateur confirme cette révision auprès du titulaire.

Les prix ainsi révisés s'appliquent aux commandes émises à compter de leur entrée en vigueur.

15-4 Clauses butoir et de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire usage des clauses suivantes :

- Clause butoir : par suite de l'application de la formule de révision, les prix ne pourront subir une augmentation de plus de 3 % par an. Si une augmentation supérieure à ce seuil est constatée, il est fait application de cette clause sur les prix initiaux ou précédemment révisés pour déterminer les nouveaux prix du marché.
- Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le marché, sans indemnité, si la variation par année de reconduction pour l'ensemble des prestations dites programmées est supérieure ou égale à 3 % du montant minimum annuel hors taxe par an sur la durée totale du marché.

ARTICLE 16 – MODALITÉS DE FACTURATION

Le règlement des sommes dues au titre du marché est réalisé dans les conditions qui suivent.

16-1 Le comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est le suivant :

Direction régionale des Finances publiques d'Île-de-France et de Paris
Service Facturier 2
94, rue Réaumur
75002 Paris

Les présentes dispositions relatives au comptable assignataire peuvent être modifiées par simple décision administrative.

16-2 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément aux articles D.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Les factures doivent comporter notamment les mentions suivantes :

- la date de facture ;
- le numéro d'identifiant unique de la facture ;

- le numéro d'engagement juridique du marché ;
- la raison sociale et l'adresse respectives de l'administration et du destinataire ;
- le n° SIRET ou, à défaut, le n° SIREN respectif de l'administration et du titulaire ;
- le numéro du bon de commande concerné ;
- le montant TTC et le montant HT ;
- le taux de TVA appliqué et le montant correspondant ;
- la mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir ;
- le code du service exécutant ;
- l'adresse de facturation ;
- le rappel intégral du libellé et du contenu de la prestation concernée ;
- toute autre information utile au paiement.

16-3 – Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

16-4 Transmission des factures

Les factures doivent être transmises par mail en début de chaque trimestre au pouvoir adjudicateur pour validation.

La transmission des factures validées par le pouvoir adjudicateur doit être effectué conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique et l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc. ;
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :
 - soit de déposer ses factures sur le portail ;
 - soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

16-5 Délais de paiement et intérêts moratoires

La préfecture du Val-de-Marne s'engage à verser au titulaire trimestriellement et **à terme à échoir**, une somme correspondant au coût trimestriel.

En application des articles R. 2192-10, R. 2192-12 et R. 2192-13 du code de la commande publique, les sommes dues par l'administration au titulaire lui sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou de la date d'exécution des prestations si ces dernières sont postérieures à la date de réception de la demande de paiement.

Lorsque les sommes dues ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire de recouvrement prévus aux articles L. 2192-13 et L. 2192-14 du code de la commande publique. Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire, ainsi que leurs conditions de versement sont conformes aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Cependant compte-tenu des contraintes budgétaires du pouvoir adjudicateur, le versement dû, à échoir pour le 1^{er} trimestre de l'année civile, ne portera pas intérêts de retard.

ARTICLE 17 – MODIFICATION DU MARCHÉ

Toute modification du marché doit faire l'objet d'un avenant conformément aux dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

ARTICLE 18 – MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un accord-cadre négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le ou les titulaires de l'accord-cadre pour des prestations similaires à celles de l'accord-cadre initial.

ARTICLE 19 – PÉNALITÉS

Lorsque les prestations n'ont pas été exécutées conformément aux prescriptions du présent marché, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, après mise en demeure préalable, des pénalités suivantes :

• Pénalité en cas de non mise à disposition des berceaux réservés :

Une pénalité sera appliquée d'un montant de 50 € TTC par jour de retard et par berceau. La pénalité sera appliquée dès la constatation de la non mise à disposition des berceaux.

- **Pénalité en cas de défaut d'information** de 50 € TTC par acte constaté.

Ces pénalités peuvent être cumulatives selon l'appréciation du pouvoir adjudicateur. Le titulaire ne pourra, en conséquence, en refuser l'application.

ARTICLE 20 – RÉSILIATION

Le présent marché pourra être résilié selon les dispositions du CCAG/FCS. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu à l'article 33 du CCAG/FCS est fixé à 0 %.

En outre, le présent marché pourra être résilié pour faute du titulaire et sans que ce dernier puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- non respect des obligations légales et réglementaires relatives au fonctionnement de l'établissement d'accueil de jeunes enfants,
- perte ou non obtention d'agrément de la CAF,
- perte ou non obtention de l'agrément de la PMI (Protection maternelle et infantile).

ARTICLE 21 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Tous les actes administratifs détachables du marché, ainsi que les litiges qui pourraient naître de son exécution relèvent de la compétence du juge administratif français.

En cas de litige relatif à la passation comme à l'exécution du présent marché, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Melun 77000.

ARTICLE 22 – DÉROGATIONS AU CCAG

L'article 16 du présent cahier des clauses particulières déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Les dispositions du présent CCP prévalent sur toutes les dispositions du CCAG-FCS qui lui seraient contraires.

Annexe I : Protection des données à caractère personnel

L'annexe I fait l'objet d'un document séparé du présent CCP.